

Comission : Sommet international de Madrid UE-UA

Problématique : “Quelles stratégies bilatérales pour la construction d’un avenir prospère, pacifique et durable?”

Auteur : République d’Autriche

L’Autriche est un état fédéral d’Europe centrale abritant 9 millions d’habitants sur 84 000 km². Il partage une frontière avec la Suisse, l’Italie, le Liechestein, la Slovénie, la Hongrie, la Slovaquie, la République Chèque et l’Allemagne. Sa capitale politique, économique et démographique, Vienne, concentre presque 2 millions d’habitants, soit ¼ de la population nationale. L’Autriche est connue pour son haut niveau de vie, au PIB par habitant de 60 000€ en 2021, la hissant au 13^e rang mondial, et développement, illustré par son Indice de Développement Humain de 0,914 en 2018, lui octroyant la 18^e place sur le classement mondial. Le relief très montagnard de l’ouest du pays avec les Alpes et la situation enclavée, venant de l’absence d’accès à une mer, sont deux inconvénients de l’Autriche. L’Union Européenne est un levier clé de la politique et économie autrichiennes. En effet, en 2021, elle représentait 67% des importations ainsi que 68% des exportations nationales, ces chiffres s’avérant tous deux en hausse de 10% depuis 2019. D’une échelle plus précise, l’Allemagne est le premier partenaire commercial du pays, agglomérant en 2021, 33% des importations et 30% des exportations, suivie de loin dans les exportations par l’Italie à 6,8%, les États-Unis à 6,7%, et la Suisse à 4,9%, et dans les importations par la Chine à 7,4%, l’Italie à 6,4%, la Suisse à 5,5% et la République Tchèque à 5,5%. Ces exportations concernent à 84% les machines et véhicules, les produits manufacturés ainsi que les produits chimiques. Ainsi, l’Autriche entretient des liens commerciaux très profonds avec l’UE, à laquelle elle a adhéré en 1995, et plus amplement avec l’Allemagne, avec laquelle elle partage une langue et culture millénaire communes.

Cette forte intégration à l’Union Européenne est bien sur un atout dans la politique extérieure autrichienne, mais aussi un inconvénient, une dépendance envers une institution externe. Une dépendance qui peut en quelques sortes enlever de la souveraineté à un pays qui doit parfois se plier à la voie de la majorité dans une Organisation Internationale à laquelle elle n’apporte que 2% de la population et dont la voie est parfois écoutée de façon proportionnelle. Ainsi, il est dans l’intérêt de l’Autriche de réduire cette dépendance, en d’autres mots, d’intensifier la coopérations avec des états tiers, comme peuvent être les membres du bloc africain. C’est pourquoi l’Autriche est intéressée par les relations transcontinentales entre ses partenaires européens et l’Union Africaine. Cette coopération se concrétise à travers le sommet international de Madrid UE-UA. Cela dit, un problème se pose contre cette coopération : le faible développement du continent et le manque ahurissant d’infrastructures. En 2019, environ 340 millions d’africains n’avaient pas accès à l’eau potable, soit 30% de la population ; 640 million pour l’électricité, soit 60%. Entre 1980 et 2015, l’infrastructure africaine, illustrée par la formation brute de capital fixe par habitant, n’a augmenté que de 13%, atteignant 400\$ à la fin de la période, ces mêmes données font respectivement une croissance de 1400% et valeur finale de 1400\$ pour l’Asie. L’Afrique se caractérise par un manque handicapant d’infrastructure et par une évolution quasi-nulle de cette situation dans les dernières décennies. Cela se pose comme un grand problème à résoudre dans l’optique d’une potentielle coopération bénéfique à l’Autriche ou l’Europe comme à l’état africain concerné. En vue d’une telle coopération, le développement du continent peut emprunter plusieurs voies : La sécurité et la stabilité politique, l’économie et les finances, ainsi que la société et la culture. En somme, comment l’Autriche et l’Europe peuvent-elles contribuer au développement africain afin d’établir une contribution bilatérale aux intérêts divers ? Telle est la problématique directrice que la délégation autrichienne se posera tout au long du sommet.

Concrètement, l’Autriche est déjà présente en Afrique, notamment au CSAO (Club du Sahel et Afrique de l’Ouest). Cette présence s’opère entre autres par son programme « beyond Europe » qui soutien les entreprises autrichiennes, la recherche et instituts universitaires à créer et étendre les collaborations. « Nos priorités, en Afrique de l’Ouest, sont l’énergie renouvelable, la résilience, la sécurité alimentaire, la prévention des conflits et le maintien de la paix. Toutes ces questions reposent sur les principes et valeurs sur lesquels se fonde la Loi fédérale sur la coopération pour le développement. Celle-ci dispose que nous devons nous efforcer de lutter contre la pauvreté en favorisant le développement économique et social. » dit

le ministre fédéral des Affaires Internationales et Européennes Stefan Scholz de 2015. L'Autriche agit en Afrique dans les cadres de l'Union Européenne ainsi que de l'OCDE, et par extension du CSAO, ou du « Beyond Europe ».

En conclusion, l'Autriche marquera sa présence et défendra ses intérêts dans le cadre du sommet international de Madrid UE-UA, dans l'optique d'atteindre un développement à long terme de l'Afrique, afin que ce continent se dotte d'un rôle conséquent autant à échelle nationale qu'internationale.

Sources :

https://www.afdb.org/fileadmin/uploads/afdb/Documents/Publications/2018AEO/Perspectives_Economiques_en_Afrique_2018_-_fr_Chapitre3.pdf